

Overwegende dat de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde een gunstig advies heeft verstrekt, dat in acht moet worden genomen;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Enig artikel. De gemeente Tellin wordt ertoe gemachtigd gebruik te maken van het bijzondere wapen, het zegel en de vlag, die hierna bepaald zijn.

Het wapen ziet er als volgt uit : in zilver een goud-bekroonde leeuw van azuur, in een gebogen gemanteld veld, van keel, rechts beladen met een posthoorn, en links met een klok, alles van goud, volgens het in bijlage 1 voorkomende model.

Het zegel beeldt het in het tweede lid bedoelde wapen af, met, bovenaan, de legende "commune de Tellin" en, onderaan, "Communauté française", volgens het in bijlage 2 voorkomende model .

De vlag is wit, met een geel-bekroonde blauwe leeuw, getopt met een rood gebogen-gemanteld veld, beladen met een posthoorn aan de stokzijde, en met een klok aan de vluchtzijde, beide geel, volgens het in bijlage 3 voorkomende model.

Brussel, 10 december 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200821]

12 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, notamment l'article 175.1, § 5, introduit par le décret du 15 mai 2003;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 approuvant le projet de règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social;

Vu les statuts de la Société wallonne du Crédit social;

Sur la proposition faite le 1^{er} décembre 2014 par le conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social;

Sur la proposition du Ministre du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social modifié, ci-après intégralement reproduit en annexe, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Annexe

Règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social

CHAPITRE I^{er}. — Désignation du président et du vice-président

Article 1^{er}. Le conseil d'administration désigne en son sein un président et un vice-président. L'élection se fait au scrutin secret par les 13 membres du conseil d'administration.

CHAPITRE II. — Les réunions du conseil d'administration

Art. 2. Le conseil d'administration se réunit chaque deuxième jeudi du mois, à l'exception du mois d'août, ou chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président.

Un agenda des séances du conseil est adopté annuellement, au mois d'octobre de l'année qui précède.

Le conseil doit être en réunion lorsque trois administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au siège social de la société ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Les convocations des réunions sont signées par le directeur général pour le président.

Elles contiennent l'ordre du jour de la séance et mentionnent le jour, l'heure et le lieu.

Chaque point de l'ordre du jour est étayé par un rapport ou une note d'information du directeur général présentant la matière et se terminant par une proposition de décision.

L'ensemble de ces documents est adressé, au moins quatre jours ouvrables avant la date de la séance, par courrier ordinaire, tant aux membres effectifs qu'aux membres ayant voix consultative et mis à disposition sur l'Intranet de la SWCS, avec accès sécurisé.

Avec l'accord du président et sur proposition motivée (dont l'urgence) du directeur général, des rapports ou notes d'information peuvent faire l'objet d'un envoi ultérieur distinct, voire être ajoutés en début de séance pour être délibérés ou communiqués moyennant l'accord d'au moins deux tiers des membres présents.

L'ordre du jour est établi par le président du conseil d'administration, sur proposition du directeur général.

Les commissaires du Gouvernement visés à l'article 20 des statuts de la société peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec l'accomplissement de leur mission.

Le membre qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour d'une séance doit en faire une demande par écrit au président, au moins huit jours ouvrables avant la séance.

Les séances sont ouvertes, présidées, suspendues et closes par le président du conseil et, en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président ou, à défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le secrétariat des réunions est assuré par le directeur général éventuellement assisté, pour l'exécution matérielle de cette tâche, par un greffier.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux conservés au siège de la société dans un registre des décisions et que les membres du conseil peuvent consulter.

Les procès-verbaux, approuvés lors de la séance suivante, sont édités en version corrigée et définitive et signés par le président, un administrateur et le directeur général ou par leurs remplaçants.

Les membres du conseil d'administration signent à chaque séance une liste de présence.

Art. 3. Le conseil ne peut délibérer et statuer que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de parité, la proposition est rejetée.

Les décisions prises dans le cadre de la carrière des agents de la société doivent respecter la réglementation qui leur est applicable, en ce compris la motivation formelle des actes administratifs.

Lorsque le conseil décide de reporter l'examen d'un point figurant à l'ordre du jour, ce point doit obligatoirement être inscrit à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement, sauf s'il requiert une instruction complémentaire.

Il est interdit à tout administrateur de la Société :

1° d'être présent aux délibérations relatives à des objets à propos desquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec la société.

Art. 4. Si, après convocation régulière, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par la seconde convocation, quel que soit le nombre d'administrateurs présents, sur les objets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

CHAPITRE III. — *Organisation et fonctionnement*

Art. 5. Le conseil d'administration peut créer en son sein des commissions. Un président est désigné au sein de chacune de celles-ci pour faire rapport au conseil du résultat de ses travaux. Le président d'une commission peut être suppléé par un vice-président également désigné par les membres de la commission.

Art. 6. Le conseil d'administration dispose des pouvoirs et pose les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social et des missions de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la société.

Art. 7. Le président, le vice-président et les administrateurs du conseil d'administration perçoivent, pour chaque réunion fixée et à laquelle ils assistent, sauf si plusieurs réunions sont programmées le même jour, un jeton de présence dont le montant est fixé par l'assemblée générale et qui est soumis au précompte professionnel suivant les dispositions portées par le Code des impôts sur les revenus. Leurs frais réels de déplacement pour assister aux réunions auxquelles ils sont convoqués sont payés par la société conformément aux règles applicables aux membres du personnel de la société.

CHAPITRE IV. — *Délégation*

Art. 8. Conformément à l'article 14 des statuts de la Société wallonne du Crédit social, le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, ainsi qu'au directeur général.

Les décisions prises dans le cadre de ces délégations font l'objet d'un reporting trimestriel.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social.

Namur, le 12 février 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/200821]

12. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 175.1 § 5 eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft);

Aufgrund der Satzungen der "Société wallonne du Crédit social";

Auf Vorschlag des Verwaltungsrates der "Société wallonne du Crédit social" vom 1. Dezember 2014;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in der nachstehenden Anlage vollständig wiedergegebene abgeänderte allgemeine Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Crédit social" wird genehmigt.

Art. 2 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Anlage

Allgemeine Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne Crédit social"

KAPITEL I — *Bezeichnung des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden*

Artikel 1 - Unter seinen Mitgliedern bezeichnet der Verwaltungsrat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Sie werden durch die 13 Mitglieder des Verwaltungsrates in geheimer Abstimmung gewählt.

KAPITEL II. — *Die Versammlungen des Verwaltungsrates*

Art. 2 - Der Verwaltungsrat tagt an jedem zweiten Donnerstag des Monats, mit Ausnahme des Monats August, oder jedes Mal, wenn das Interesse der Gesellschaft dies verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert sein sollte, durch den stellvertretenden Vorsitzenden einberufen.

Ein Programm der Sitzungen des Verwaltungsrats wird jährlich im Oktober vor dem betreffenden Jahr festgelegt.

Der Verwaltungsrat muss zusammentreten, wenn mindestens drei seiner Mitglieder es beantragen.

Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt oder an dem Ort, der auf den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Die Einberufungen zu den Versammlungen werden im Auftrag des Vorsitzenden vom Generaldirektor unterzeichnet.

Sie geben die Tagesordnung der Sitzung und deren Datum, Zeit und Ort an.

Jeder Punkt der Tagesordnung wird mit einem Bericht oder einer Informationsnotiz des Generaldirektors bekräftigt, der bzw. die die Angelegenheit darlegt und mit einem Beschlussvorschlag abgeschlossen wird.

Die Gesamtheit dieser Unterlagen wird mindestens vier Werktage vor dem Tag der Sitzung mit einfacher Post sowohl den Vollmitgliedern als den Mitgliedern mit beratender Stimme zugesandt und mit sicherem Zugriff auf dem Intranet der SWCS zur Verfügung gestellt.

Mit der Zustimmung des Vorsitzenden und auf begründeten Vorschlag des Generaldirektors (wobei die Dringlichkeit als Grund gelten kann) können Berichte oder Informationsnotizen später getrennt gesandt werden, oder mit dem Einverständnis von mindestens zwei Dritteln der anwesenden Mitgliedern am Anfang der Sitzung vorgelegt werden, um beraten oder übermittelt zu werden.

Die Tagesordnung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats auf Vorschlag des Generaldirektors festgelegt.

Außerdem können die in Art. 20 der Satzungen der Gesellschaft erwähnten Kommissare der Regierung jede Angelegenheit bezüglich der Ausführung ihrer Aufgabe auf die Tagesordnung des Verwaltungsrats bringen lassen.

Das Mitglied, das einen Punkt auf die Tagesordnung setzen möchte, muss dies mindestens acht Werktage vor der Sitzung schriftlich beim Vorsitzenden beantragen.

Der Ratsvorsitzende führt den Vorsitz über die Sitzungen, eröffnet sie, hebt sie auf und schließt sie ab; wenn dieser verhindert sein sollte, wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder in dessen Abwesenheit durch den ältesten Verwalter ersetzt.

Das Sekretariat der Sitzungen wird vom Generaldirektor gewährleistet; für die materielle Durchführung dieser Aufgabe steht ihm ggf. ein Schriftführer zur Seite.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden schriftlich in Protokollen niedergelegt, die am Gesellschaftssitz in einem Beschlussregister aufbewahrt werden, und in welche die Ratsmitglieder vor Ort Einsicht haben können.

Die Protokolle, die in der nächsten Sitzung gebilligt werden, werden in ihrer korrigierten und endgültigen Fassung von dem Vorsitzenden, einem Verwaltungsratsmitglied und dem Generaldirektor oder von ihren Vertretern unterzeichnet.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats unterzeichnen in jeder Sitzung eine Anwesenheitsliste.

Art. 3 - Der Rat kann nur tagen und Beschlüsse fassen, wenn mehr als die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind oder vertreten werden.

Die Beschlüsse werden mit der absoluten Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Verwalter gefasst. Bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

Beschlüsse, die im Rahmen der Laufbahn der Bediensteten der Gesellschaft gefasst werden, müssen die Regelung einhalten, die auf sie anwendbar ist, einschließlich der formellen Begründung von Verwaltungshandlungen.

Beschließt der Rat, die Untersuchung eines auf der Tagesordnung stehenden Punkts zu vertagen, muss dieser Punkt unbedingt auf die Tagesordnung der unmittelbar folgenden Sitzung gesetzt werden, es sei denn, dieser Punkt benötigt eine ergänzende Untersuchung.

Jedem Verwalter der Gesellschaft ist es verboten:

1° bei Beratungen anwesend zu sein, die Angelegenheiten betreffen, an denen er ein direktes Interesse oder an denen seine Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich ein persönliches und direktes Interesse haben;

2° sich direkt oder indirekt an mit der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäften zu beteiligen.

Art. 4 - Wenn nach einer ordnungsgemäßen Einberufung nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der nächsten Sitzung, die durch eine zweite Einberufung festgelegt wird, für die Punkte, die zweimal nacheinander auf die Tagesordnung gebracht worden sind, beschlussfähig, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

KAPITEL III — Organisation und Arbeitsweise

Art. 5 - In seiner Mitte kann der Verwaltungsrat Ausschüsse einrichten. Innerhalb jedes Ausschusses wird ein Vorsitzender benannt, der dem Rat über das Ergebnis der Arbeiten dieses Ausschusses Bericht erstattet. Der Vorsitzende eines Ausschusses kann durch einen stellvertretenden Vorsitzenden, der ebenfalls durch die Mitglieder des Ausschusses benannt wird, vertreten werden.

Art. 6 - Der Verwaltungsrat verfügt über die Befugnisse und führt die Handlungen aus, die für die Umsetzung des Gesellschaftszwecks und der Aufgaben der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind. Er verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Führung und die Verwaltung der Gesellschaft.

Art. 7 - Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und die Mitglieder des Verwaltungsrates erhalten für jede festgesetzte Sitzung, der sie beiwohnen, außer wenn mehrere Sitzungen am selben Tag geplant werden, Anwesenheitsgeld, dessen Höhe von der Generalversammlung festgelegt wird, und das nach den Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches dem Berufssteuervorabzug unterliegt. Die tatsächlichen Fahrtkosten, um den Sitzungen beizuwohnen, zu denen sie geladen werden, werden von der Gesellschaft gemäß den auf das Personal der Gesellschaft anwendbaren Regeln gezahlt.

KAPITEL IV. — Vollmachten

Art. 8 - In Übereinstimmung mit Artikel 14 der Satzungen der "Société wallonne du Crédit social" kann der Verwaltungsrat unter seiner Verantwortung einem oder mehreren seiner Verwalter sowie dem Generaldirektor einen Teil seiner Befugnisse übertragen.

Über die im Rahmen dieser Vollmachten gefassten Beschlüsse wird dreimonatlich Bericht erstattet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Crédit social" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200821]

12 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de "Société wallonne du Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, artikel 175.1, § 5, ingediend bij het decreet van 15 mei 2003;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 17 maart 2005 houdende goedkeuring van het project van huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de "Société wallonne du Crédit social";

Gelet op de statuten van de "Société wallonne du Crédit social";

Gelet op het voorstel van de raad van bestuur van de "Société wallonne du Crédit social" van 1 december 2014;
Op de voordracht van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Het gewijzigde huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de "Société wallonne du Crédit social", volledig in de bijlage weergegeven, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

Bijlage

Huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de "Société wallonne du Crédit social"

HOOFDSTUK I. — *Aanwijzing van de voorzitter en van de ondervoorzitter*

Artikel 1. De raad van bestuur wijst een voorzitter en een ondervoorzitter aan in zijn midden. De verkiezing gebeurt bij geheime stemming door de 13 leden van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK II. — *Vergaderingen van de raad van bestuur*

Art. 2. Na bijeenroeping door zijn voorzitter of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter vergadert de raad van bestuur op elke tweede donderdag van de maand met uitzondering van de maand augustus of telkens als de belangen van de maatschappij het vereisen.

Een agenda van de zittingen van de raad wordt jaarlijks tijdens de maand oktober van het voorafgaande jaar goedgekeurd.

De raad moet vergaderen wanneer ten minste drie bestuurders erom verzoeken.

De vergaderingen vinden plaats op de maatschappelijke zetel van de "société" of op de in de oproepingen vermelde plaats.

De oproepingen voor de vergaderingen worden door de directeur-generaal voor de voorzitter ondertekend.

Zij vermelden de agenda alsook de dag, het uur en de plaats van de vergadering.

Elk agendapunt wordt onderbouwd met een verslag of een informatienota van de directeur-generaal waarin het onderwerp wordt voorgesteld en beëindigd met een voorstel tot beslissing.

Het geheel van deze documenten wordt per gewone post minstens vier werkdagen vóór de datum van de zitting gestuurd naar de gewone leden en de leden met raadgevende stem en wordt met een beveiligde toegang op het "intranet" van de "SWCS" verspreid.

Met de instemming van de voorzitter en op met redenen omkleed voorstel van de directeur-generaal (met name in geval van dringende noodzakelijkheid) kunnen verslagen of informatienota's later apart verzonden worden of zelfs aan het begin van de zitting toegevoegd worden om beraadslaagd of meegedeeld te worden mits de toestemming van minstens twee derde van de aanwezige leden.

De agenda wordt door de voorzitter van de raad van bestuur vastgelegd op de voordracht van de directeur-generaal.

De Regeringscommissarissen bedoeld in artikel 20 van de statuten van de "société" kunnen bovendien elk vraagstuk laten agenderen dat betrekking heeft op de uitoefening van hun opdracht bij de raad van bestuur.

Het lid dat een bepaald punt op de agenda wenst te laten plaatsen, dient dit minstens acht werkdagen vóór de zitting schriftelijk mee te delen aan de voorzitter.

De zittingen worden geopend, voorgezeten, geschorst en gesloten door de voorzitter van de raad of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter of, bij gebrek, door de oudste bestuurder.

Het secretariaat van de vergaderingen wordt waargenomen door de directeur-generaal, die eventueel door een griffier wordt bijgestaan voor de materiële uitvoering van deze opdracht.

De beraadslagingen van de raad van bestuur worden opgenomen in notulen die op de zetel van de "société" in een register van de beslissingen bewaard worden en door de leden van de raad ter plaatse ingekeken mogen worden.

De notulen, die tijdens de volgende zitting worden goedgekeurd, worden in een gecorrigeerde en definitieve versie uitgegeven en door de voorzitter, een bestuurder en de directeur-generaal of door hun plaatsvervangers ondertekend.

Op elke zitting ondertekenen de leden van de raad van bestuur een presentielijst.

Art. 3. De raad kan slechts beraadslagen en beslissingen nemen als meer dan de helft van zijn leden aanwezig is of vertegenwoordigd wordt.

De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

De genomen beslissingen betreffende de loopbaan van de personeelsleden van de Maatschappij moeten de reglementering die op hen van toepassing is, met inbegrip van de uitdrukkelijke motivering van de administratieve akten naleven.

Als de raad beslist de bespreking van een agendapunt te verdagen, moet dit punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering geplaatst worden, tenzij een bijkomend onderzoek noodzakelijk is.

Het is elke bestuurder van de "société" verboden:

- 1° aanwezig te zijn op beraadslagingen over aangelegenheden waarbij hijzelf een rechtstreeks belang heeft of waarbij zijn bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben;
- 2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan opdrachten die met de "société" zijn gegund.

Art. 4. Indien het quorum na regelmatige bijeenroeping niet bereikt is, beraadslaagt de raad op geldige wijze op de zitting waarin de tweede oproeping voorziet, ongeacht het aantal aanwezige bestuurders, over de items die twee keer achtereenvolgens op de agenda zijn geplaatst.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie en werking*

Art. 5. De raad van bestuur kan commissies oprichten in zijn midden. In elke commissie wordt een voorzitter aangewezen die bij de raad verslag uitbrengt over het resultaat van haar werkzaamheden. De voorzitter van een commissie kan vervangen worden door een ondervoorzitter, die ook door de leden van de commissie wordt aangewezen.

Art. 6. De raad van bestuur beschikt over de bevoegdheden en stelt alle handelingen die noodzakelijk of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel en de opdrachten van de "société". Hij beschikt over de ruimste bevoegdheden om de "société" te beheren en te besturen.

Art. 7. De voorzitter, de ondervoorzitter en de bestuurders van de raad van bestuur ontvangen voor elke bepaalde vergadering die ze bijwonen, behoudens als meerdere vergaderingen op dezelfde dag worden voorzien, een presentiegeld waarvan het bedrag door de algemene vergadering wordt bepaald en dat onderworpen is aan de bedrijfsvoorheffing volgens de bepalingen van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen. Hun werkelijke verplaatsingskosten om de vergaderingen waarvoor zij zijn opgeroepen, bij te wonen, worden door de Maatschappij bepaald overeenkomstig de regels die van toepassing zijn de personeelsleden van de Maatschappij.

HOOFDSTUK IV. — *Delegatie*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 14 van de statuten van de "Société wallonne du Crédit social" kan de raad van bestuur onder eigen verantwoordelijkheid een deel van zijn bevoegdheden opdragen aan één of meer van zijn bestuurders alsmede aan de directeur-generaal.

De beslissingen genomen in het kader van deze delegaties maken het voorwerp uit van een driemaandelijke reporting.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de "Société wallonne du Crédit social".

Namen, 12 februari 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C – 2015/21008]

13 FEVRIER 2015. — Arrêté ministériel portant nomination de membres de la Commission des marchés publics

Le Premier Ministre,

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1998 organisant la Commission des marchés publics, l'article 5,

Arrête :

Article 1^{er}. Est nommée membre suppléant de la Commission des marchés publics en tant que déléguée du Gouvernement fédéral :

- Mme WEVERBERGH, N., Attachée au SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 février 2015.

C. MICHEL

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2015/21008]

13 FEBRUARI 2015. — Ministerieel besluit tot benoeming van leden van de Commissie voor de overheidsopdrachten

De Eerste Minister,

Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1998 tot inrichting van de Commissie voor de overheidsopdrachten, artikel 5,

Besluit :

Artikel 1. Wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van de Commissie voor de overheidsopdrachten, als afgevaardigde van de Federale Regering :

- Mevr. WEVERBERGH, N., Attaché bij de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 13 februari 2015.

C. MICHEL